
INTRODUCTION

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

EN ALGÉRIE : MUTATIONS ET RÉSILIENCE

Philippe ADAIR et Thierry POUCH***

Le plus grand pays d'Afrique qu'est l'Algérie (2,4 millions de km² et plus de 46 millions d'habitants), figure historiquement parmi les plus importants pays importateurs mondiaux de produits agricoles et alimentaires. Sa dépendance aux importations céréalières, et en blé plus spécifiquement, constitue une donnée structurelle. Une dépendance qui apparaît moins contrainte financièrement comparativement à d'autres grands importateurs de denrées agricoles, du fait des recettes tirées des exportations d'énergies fossiles, gaz et pétrole, qui procurent au pays 95% des recettes d'exportations. La dépendance aux importations agricoles et alimentaires coûte en moyenne chaque année 10 milliards de dollars à Alger.

Le secteur agricole de l'Algérie (18% du PIB hors hydrocarbures) est donc vulnérable, et n'est pas en mesure de répondre aux besoins alimentaires d'une nation plutôt jeune. Outre les céréales, l'Algérie achète aussi des produits laitiers et du sucre. Cela s'explique d'abord par un morcellement des terres cultivables, ensuite par des conditions d'accès au foncier dans lesquelles la part de l'informel est élevé, ensuite par des contraintes d'ordre climatique, et, enfin, par la faiblesse des rendements. Il ne faut pas de surcroît oublier que 84% du territoire sont recouverts par le Sahara, ce qui rend complexe la mise en culture.

* ERUDITE, Université Paris-Est Créteil, France. Email : adair@u-pec.fr

** Économiste. Laboratoire Regards, Université de Reims Champagne Ardenne, et Service études économiques et prospective, Chambres d'agriculture, France. Email : thierry.pouch@univ-reims.fr

Il n'en reste pas moins, et c'est ce qui justifie la place accordée à cette nation dans ce numéro de la revue, que les autorités cherchent à desserrer la lourde contrainte d'approvisionnement, à alléger la dépendance aux importations de produits agricoles et alimentaires. C'est pourquoi il est envisagé de rendre 1 million d'hectares de terres propres à la culture à l'horizon 2030, et d'exploiter l'immense réserve hydrique que forme la nappe albiennaise. En matière de ressources hydriques, ajoutons que, outre des investissements massifs sont prévus pour exploiter cette nappe albiennaise, mais aussi pour entreprendre le dessalement de l'eau de mer. Un programme d'irrigation est également prévu.

L'Algérie souffre par ailleurs de défaillances chroniques en matière d'infrastructures : pour les transports routiers, le stockage, et les industries de la transformation, même si des embryons d'usines de transformation de la betterave à sucre laisse supposer que le processus est lancé. N'y aurait-il pas là une politique agricole en voie de formation en Algérie ?

Enfin, cette dépendance alimentaire de l'Algérie est étroitement subordonnée à l'état de ses relations diplomatiques, qu'il soit dégradé – cas de la relation bilatérale avec la France – ou bien qu'il soit en voie d'amélioration, comme on peut le voir avec la Fédération de Russie.

D'une certaine manière, l'Algérie est un condensé de facteurs et de contraintes agricoles, fonciers, hydriques, agronomiques, politiques. C'est pourquoi il était indispensable de s'attarder sur ce pays qui a pris conscience des risques qu'il encourait à se maintenir dans la dépendance alimentaire.

Philippe ADAIR & Samer MEHIBEL retracent, dans *Genèse et transformations du capitalisme agraire en Algérie* les différentes étapes, de l'étatisation à la privatisation, que l'agriculture algérienne a traversées depuis l'indépendance.

Ils évaluent l'impact des réformes et des diverses politiques publiques relatives au régime foncier, à l'emploi, au financement et au rendement des cultures. La privatisation des exploitations agricoles sous tutelle publique a été une condition favorable à l'amélioration des rendements à partir des années 1990. La concentration des terres, l'extension des périmètres irrigués, l'usage d'intrants chimiques et d'équipement, ainsi que les incitations relatives au système des prix et des marchés agricoles, ont permis d'accroître la production agricole à partir des années 2000.

L'essor d'une agriculture intensive en capital s'est accompagné d'une diversification des modes de faire-valoir qui fait émerger de nouvelles catégories de propriétaires et d'entrepreneurs capitalistes distinctes de la paysannerie traditionnelle.

Amel BOUZID, Karima BOUDEDJA, Foued CHERIET et Ahmed MELLAL s'interrogent s'il faut *Acheter ou louer : stratégies d'accès au foncier des producteurs de pommes de terre en Algérie*.

Ils mettent en avant l'importance cruciale de l'accès à la terre dans l'analyse des profils entrepreneuriaux des agriculteurs, notamment dans le secteur

de la pomme de terre en Algérie. En effet, l'accès au foncier, souvent obtenu de manière informelle, constitue un obstacle majeur.

L'article explore les profils évolutifs des entrepreneurs agricoles et les liens entre ces profils et leurs stratégies d'accès à la terre. Des enquêtes et des entretiens ont été réalisés auprès de 60 entrepreneurs agricoles à Ain Dafla, l'une des trois principales régions productrices de pommes de terre en Algérie.

Les résultats montrent que la location de terres et les accords d'accès informels sont des pratiques dominantes. Deux profils majeurs d'agriculteurs se dégagent : les propriétaires fonciers et les locataires, ces derniers se divisant en deux catégories : les « locataires purs » et les propriétaires locataires.

Malgré les réformes visant à renforcer la sécurité foncière des agriculteurs en Algérie, l'accès à la terre demeure de plus en plus difficile. Face à ces conditions précaires, les entrepreneurs agricoles tendent à prendre des risques, tirant parti de la flexibilité qu'offrent les contrats informels.

Yasmina YAKOUBI & Cherif AOUDJIT analysent *L'interaction entre l'action publique et l'action des agriculteurs dans la wilaya de Médéa*, sous l'angle des différents apprentissages acquis par des agriculteurs de la wilaya de Médéa, afin d'améliorer l'accès aux ressources productives.

La démarche méthodologique adoptée reprend les enquêtes menées auprès des exploitants agricoles répartis dans différents territoires ruraux. Ces derniers ont été invités à répondre sur des questions relatives principalement aux modes d'accès à la terre, à l'eau, à l'arbre, (...) impliquant les acteurs institutionnels et privés. Des guides d'entretiens et des questionnaires ont servi aux 250 entretiens directs et répétés, dont certains ont été réalisés sur une période s'étalant de 2010 à 2018, avec des actualisations en 2024.

Les principaux résultats obtenus mettent en évidence la volonté affichée par les agriculteurs de se placer comme des acteurs de développement à part entière, un positionnement revendiqué grâce aux apprentissages acquis tout le long de leur trajectoire professionnelle.

Soumeya BEKKIS & Amine M. BENMEHAIA, dans *Céréales et lait en Algérie : Quand les sujétions de service public pèsent sur les résultats économiques*, étudient les sujétions de service public assurées par deux offices publics algériens, l'OAIC et l'ONIL, chargés respectivement de la régulation du marché national des céréales et du lait.

Les données et informations utilisées proviennent du Ministère de l'Agriculture ainsi que des rapports des deux offices. Ces structures représentent des instruments privilégiés de l'intervention étatique pour l'accomplissement des missions de service public. L'analyse approfondie met en évidence l'importance cruciale des missions de ces sujétions de service public pour garantir la stabilité des disponibilités alimentaires des produits dérivés des matières premières céréalières et laitières.

Toutefois, malgré l'ampleur des chiffres d'affaires et les dotations budgétaires annuelles allouées par le gouvernement, les bilans financiers des deux offices révèlent des résultats mitigés. Cela soulève des questions sur l'efficacité de leur gestion stratégique, qui est censée être pilotée par le Ministère de l'Agriculture à travers le suivi des objectifs stratégiques, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en céréales et en poudre de lait. La question cruciale demeure de savoir si ces offices, tout en assurant un service public, ne sont pas tenus d'atteindre des performances économiques satisfaisantes.

RÉFÉRENCES

- Abis, S., Pouch, T. (2013). *Agriculture et mondialisation. Un atout géopolitique pour la France*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Abis, S. (2024). *Géopolitique du blé*. Paris : Armand Colin.
- Abou, Z., N., Kløve, B., & Torabi Haghghi, A. (2022). Expanding the Irrigated Areas in the MENA and Central Asia: Challenges or Opportunities? *Water*, 14(16), 2560, <https://doi.org/10.3390/w14162560>. <https://doi.org/10.3390/w14162560>.
- Adair, P., Lazereg, M., Bouzid, A., & Ferroukhi, S. (2022). L'agriculture algérienne : l'héritage du passé et les défis contemporains. *Les Cahiers du CREAD* 38(3) : 513-540. CREAD, Alger, Algérie.
- Bertin, R., & Zouache, A. (2021) Agricultural Land Issues in the Middle East and North Africa. *American Journal of Economics and Sociology* 80(2), 549-583. <https://doi.org/10.1111/ajes.12391>
- Blanc, P. (2012). *Proche-Orient. Le pouvoir, la terre et l'eau*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Corsi, A., & Selod, H. (2023). Land Matters: Can Better Governance and Management of Scarcity Prevent a Looming Crisis in the Middle East and North Africa? Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/38384>
- FAO (2023). The status of women in agrifood systems. Rome: Food and Agriculture Organisation, <https://doi.org/10.4060/cc5343en>.
- Giner, C., Hobeika, M., & Fischetti, C. (2022). Gender and food systems: Overcoming evidence gaps. *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, 184. Paris: OECD Publishing, <https://doi.org/10.1787/355ba4ee-en>.
- Fahmy, H., Ali, H. M., & Hourani, C. (1953). B. Land reform. *International social science bulletin*, V (4), 711-723.
- ILO (2024). ILO modelled estimates database -ILOSTAT. Geneva: International Labour Organization. ilostat.ilo.org/data.
- OECD/FAO (2023). *OECD-FAO Agricultural Outlook 2023-2032*. OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/08801ab7-en>.
- OECD/FAO (2018). *OECD-FAO Agricultural Outlook 2018-2027*. OECD Publishing, Paris/Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome. https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2018-en
- Pouch, T. (2023). *Essai sur l'histoire des rapports entre l'agriculture et le capitalisme*. Paris : Classiques Garnier.
- Rae, J. (2002). *An Overview of Land Tenure in the Near East Region*. Rome: Food and Agriculture Organisation -FAO.

- SDG (2022). *Sustainable Development Goals Report. Goal 2: End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture*. United Nations
- UNEP (2024). *Food Waste Index Report 2024*. Nairobi: United Nations Environment Programme.
- World Bank (2024). *World Bank national accounts data*. World Bank databank. Washington DC: The World Bank
- Zekri, S., Al-Maamari, A. (2020). An Overview of the Water Sector in MENA Region. In: Zekri, S. (eds) *Water Policies in MENA Countries. Global Issues in Water Policy*, vol 23. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-29274-4_1 An Overview of the Water Sector in MENA Region.